

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornaïs

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

D 2018-17

Le comité syndical du PETR du Pays du Perche ornaïs s'est réuni le vendredi 21 septembre 2018, sous la présidence de Monsieur Jean Claude Lenoir, à Mortagne au Perche.

Objet :

Approbation du SCOT

Madame Brigitte Luypaert, déléguée de la Communauté de Communes Cœur du Perche, a été nommée secrétaire de séance.

Jean Claude Lenoir note l'importance pour le territoire d'avoir un SCOT approuvé suite à l'adoption de la loi portant Engagement National pour l'Environnement et à la mise en place progressive du principe d'urbanisation limitée, désormais la norme depuis le 1^{er} janvier 2017 au niveau national. Il indique également l'importance de la dynamique locale autour de la planification et des synergies existantes entre les PLUi finalisés ou en cours et le SCOT.

Jean Claude Lenoir rappelle les étapes réalisées en 2017/2018 ayant permis de finaliser le dossier SCOT débuté en septembre 2012 (arrêté de périmètre) :

- 23 juin 2017 : débat sur le projet de territoire en comité syndical (Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) / Document d'orientation et d'objectifs (DOO))
- 22 décembre 2017 : arrêt du projet de SCOT
- 1^{er} trimestre 2018 : consultation des Personnes publiques associées (PPA) et structures associées
- 2^{ème} trimestre 2018 : enquête publique
- 3^{ème} trimestre 2018 : ajustement du dossier SCOT
- 21 septembre 2018 : approbation en comité syndical.

Il est précisé que la procédure a été réalisée en interne en effectuant une large concertation avec une incidence très positive comparativement à l'aspect très technique du document. La soixantaine de réunions techniques ou publiques a ainsi permis à la population, aux acteurs du territoire et aux partenaires associés de s'exprimer sur le projet de SCOT tout au long de la procédure, en complément des modalités de concertation définies initialement.

L'arrêt du projet le 22 décembre 2017, a permis de notifier le dossier aux structures et aux personnes publiques associées en vue d'intégrer leurs avis au dossier soumis à enquête publique. Le dossier a en ce sens respecté les différentes dispositions réglementaires applicables du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement.

L'enquête publique du SCOT s'est déroulée du 27 avril au 28 mai 2018 avec la tenue de 13 permanences qui ont accueilli 5 personnes, et la réception de 3 observations par courriel.

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE
Reçu le : 03/10/2018

La commission d'enquête a ensuite, au regard des 33 avis émis par les structures associées et des 3 observations d'associations ou habitants, transmis le 9 juillet 2018 son rapport et son avis sur le projet soumis à enquête publique.

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornaïs

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

La réalisation d'un procès-verbal de synthèse et un échange avec la commission d'enquête le 15 juin ont permis d'évoquer lors du bureau du Pays du 3 juillet 2018, les modifications, à la marge, à intégrer au dossier SCOT.

Il est indiqué en conséquence que le document tient compte de l'ensemble des avis émis suite à l'arrêt du projet de SCOT le 22 décembre dernier et a en conséquence été modifié en vue d'intégrer l'ensemble des propositions et remarques cohérentes indiquées dans la note de présentation transmise le 11 septembre et listées succinctement dans le support du comité permettant d'aborder explicitement ce jour notamment le sens et le contenu des conclusions de la commission d'enquête.

Vu les statuts du PETR du Pays du Perche ornaïs suite à la transformation du SIDTP par arrêté préfectoral en date du 16 juin 2015 et notamment la compétence liée à l'élaboration, la révision et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale,

Vu l'arrêté préfectoral n°1111-12-00062 en date du 7 septembre 2012 portant publication du périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornaïs,

Vu la délibération n° D2012-13 du Comité syndical du SIDTP concernant les objectifs relatifs à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale et fixant les modalités de concertation,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.131-1 à L.131-3 relatifs aux obligations de compatibilité et de prise en compte,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.141-1 et suivants puis R.141-1 et suivants relatifs au contenu, aux effets et à la procédure du SCOT,

Vu les articles L.132-7, L.132-8 et R.143-5 du Code de l'urbanisme fixant la liste des personnes publiques et structures associées à l'élaboration des documents d'urbanisme,

Vu les articles R.123-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs au champ d'application et à la procédure d'enquête publique,

Vu la délibération n° D2017-28 du Comité syndical du PETR concernant l'arrêt du projet de SCOT,

Vu la décision n°E18000016b du Tribunal administratif de Caen relative à la désignation d'une commission d'enquête,

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE
Reçu le : 03/10/2018

Vu le rapport, les conclusions et avis de la commission d'enquête reçus le 9 juillet 2018,

**Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornaïs**

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

Considérant, qu'un débat sur les orientations du PADD s'est tenu le 23 juin 2017 conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme et a permis d'évoquer plus globalement le projet de territoire en y incluant les dispositions du DOO,

Considérant, en application de l'article L.143-22 du Code de l'urbanisme, que le projet de SCOT arrêté a été soumis à enquête publique réalisée du 27 avril au 28 mai 2018 conformément aux dispositions du Code de l'environnement suite à la consultation pour avis de l'ensemble des structures et personnes publiques associées notifiée le 19 janvier 2018,

Considérant en application de l'article L.143-23 du Code de l'urbanisme, que le SCOT éventuellement modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête doit être approuvé par le Comité syndical,

Considérant que la commission d'enquête a émis deux recommandations dans son rapport transmis le 9 juillet 2018 :

- « Fixer une évaluation intermédiaire en 2021-2022 »
- « Reprendre la valeur de 2,26 pour le desserrement des ménages et non 1,9 retenue pour le Pays Perche ornaïs »

Considérant que la commission d'enquête a émis quatre réserves dans son rapport transmis le 9 juillet 2018 :

- « Rappel qui impose au SCOT la compatibilité avec les documents d'ordre supérieur »
- « Ne faire apparaître dans le DOO que des éléments opposables avec une portée normative »
- « Reformuler dans les rangs de l'axe 4 et les rendre moins prescriptifs sur les zonages des rangs inférieurs »
- « Reprendre la formulation de l'axe 5 du DOO en remplaçant le terme encourager par réaliser des schémas de gestion des eaux pluviales »

Considérant, en application de la décision n°374027 du Conseil d'Etat en date du 15/12/2015, que les dispositions des articles L.123-12 et 16 du Code de l'environnement n'imposent pas que l'examen des conclusions défavorables - réserves non levées ou partiellement dans ce cas - du commissaire enquêteur fasse l'objet d'une réunion distincte de l'approbation du projet ; que toutefois, elles n'exigent pas non plus que l'organe délibérant débattenne spécifiquement des conclusions de cette commission mais lui impose cependant de délibérer en ayant eu connaissance du sens et du contenu des conclusions de la commission d'enquête qui reste un rapport purement consultatif permettant, éventuellement, d'orienter la collectivité dans sa décision,

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE

Reçu Page 3/6 03/10/2018

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornais

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

Considérant que les périodes d'évaluations intermédiaires des PLUi permettront de suivre les incidences de la mise en œuvre du schéma sans pour autant revenir sur les dispositions de suivi prévues à l'article L.143-28 du Code de l'urbanisme et que l'ajustement de la valeur pour le desserrement des ménages remettrait en cause l'économie générale du projet et sont, par conséquent, non intégrées au projet pour approbation,

Considérant que les réserves émises ne doivent pas servir à entériner simplement les préoccupations de l'administration ou l'opinion dominante éventuellement recueillie et que ces dernières doivent être formulées de façon à permettre une compréhension suffisante des ajustements à réaliser ce qui n'est pas le cas notamment de la réserve n°1 qui constitue un rappel sur le respect des documents cadres tout en sachant que le SCOT respecte les normes supérieures et intègre un volet présentant son positionnement dans la hiérarchie des normes mettant en exergue l'absence de clarté et de précision de cette réserve,

Considérant que la présence de recommandations dans le Document d'Orientation et d'Objectifs, bien dissociées du reste des formulations prescriptives et comportant une mention « tendances ou options → sans portée normative », n'est pas de nature à remettre en cause la régularité du DOO et consisterait à un appauvrissement du dossier en créant une rupture franche entre le PADD et le DOO,

Considérant que la formulation du rang 1 de l'orientation B.2 de l'Axe 4 sur les réservoirs de biodiversité a été ajustée de façon à intégrer une rédaction plus ouverte permettant à l'ensemble des modalités édictées de répondre au cadre réglementaire imposé par l'article L.143-10 du Code de l'urbanisme,

Considérant que la formulation relative à la réalisation de schémas de gestion des eaux pluviales a été ajustée de façon à intégrer une disposition du SAGE Sarthe-Amont reprise en réserve par la commission d'enquête,

Considérant que l'ensemble des propositions et observations pertinentes émises suite à l'arrêt du projet (avis exprimés par les personnes consultées, observations exprimées au cours de l'enquête publique et conclusions de la commission d'enquête) ont été intégrées au dossier soumis à l'approbation des délégués (principales modifications ci-dessous) lesquelles comportent des ajustements à la marge et ne remettent pas en cause l'économie générale du projet :

Partie 1.2 – Etat initial de l'environnement EIE : compléments sur les secteurs à enjeux du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), intégration d'un atlas cartographie relatif aux continuités écologiques et éléments de fragmentation, actualisation d'informations sur les risques technologiques

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE

Reçu Page 4/6: 03/10/2018

Partie 1.3 - Justification du projet : harmonisation du ratio relatif aux surfaces dédiées au développement économique

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornaïs

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

Partie 1.5 - Indicateurs et dynamiques : intégration d'une nouvelle pièce permettant d'actualiser les données du diagnostic et faisant le lien avec le suivi du schéma après approbation

Partie 2 - PADD : actualisation d'informations sur les risques technologiques

Partie 3 - DOO : ajustement de la correspondance PADD-DOO, intégration d'une souplesse dans la lecture des modalités de protection des réservoirs de biodiversité, intégration des enjeux et menaces du SRCE, modification de la formulation relative à la mise en place des schémas de gestion des eaux pluviales, ajustement du seuil de perméabilité à préserver dans les zones économiques, définitions complémentaires relatives à la Trame verte et bleue (TVB) et à la notion de bourg, mention de l'énergie hydraulique comme filière énergétique du Perche ornaïs, compléments sur les objectifs et articles de la charte du Parc naturel régional du Perche (PnrP), ajustement de l'échelle des cartes de l'annexe 3 du DOO.

Considérant que les demandes et observations contradictoires des PPA et structures associées sur des thématiques telles que la TVB, la production de logements, les densités, le patrimoine bâti, l'énergie, les transports ont fait l'objet d'un échange en bureau syndical ne donnant pas lieu à des ajustements sur la base des justifications incluses dans les procès-verbaux issus de l'enquête publique,

Considérant qu'aucune observation ne remettant en cause la validation du schéma n'a été relevée,

Considérant que le projet de SCOT, composé du rapport de présentation (parties 1.1 à 1.5), du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, du Document d'Orientation et d'Objectifs et de l'ensemble des pièces administratives inhérentes au dossier est désormais prêt à être approuvé,

Après avoir entendu l'exposé du Président, les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

Approuvent le SCOT, modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, tel qu'il est annexé à la présente délibération et a été mis à disposition des délégués sur le site internet du Pays du Perche ornaïs,

Autorisent Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

Décident de tenir à la disposition du public le SCOT du Pays du Perche ornaïs approuvé au siège de la structure porteuse et sur le site internet : <http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/scot-approuve/>

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE

Reçu Page 5/6 03/10/2018

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornais

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 21 septembre 2018 à 18 heures

Disent que, conformément à l'article L.143-27 du Code de l'urbanisme, la présente délibération est transmise, accompagnée du dossier de SCOT annexé :

- Aux personnes publiques associées
 - * Etat, Région, autorités organisatrices des transports, Etablissements publics de coopération intercommunal (EPCI) compétents en matière de Programme local de l'habitat, Parc naturel régional du Perche
 - * Chambre de commerce et d'industrie, chambre de métiers et de l'artisanat, chambre d'agriculture
 - * Etablissements publics chargés de l'élaboration des SCOT limitrophes
- Aux communes et groupements de communes membres de l'établissement public
- Aux EPCI compétents, à l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), au Centre national de la propriété forestière (CNPFF)
- A l'ensemble des structures et organismes ayant répondu favorablement à la demande d'association
- Aux Pays ou Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR) limitrophes qui ne seraient pas encore entrés dans une démarche SCOT.

Disent que, conformément à l'article R. 143-14 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège du PETR, des Communautés de Communes et dans l'ensemble des mairies du territoire du Pays Perche ornais. Il sera également fait mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La délibération est publiée au recueil des actes administratifs du PETR.

Demandent que, conformément à l'article L.143-24 du Code l'urbanisme, le SCOT soit transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat permettant de rendre exécutoire le schéma deux mois après cette transmission.

Décident que, conformément à l'article L.143-28 du Code de l'urbanisme, le SCOT devra faire l'objet d'une analyse des résultats dans un délai de 6 ans après la délibération approuvant le dossier soit au plus tard le 21 septembre 2024 ; un suivi intermédiaire pourra être réalisé en correspondance avec ceux des PLUi.

Accusé de réception

061-200052538-20180921-D201817-DE

Reçu le : 03/10/2018

Page 6/6

Nombre de membres
en exercice : 54
Nombre de membres
présents : 34
Nombre de suffrages
exprimés : 31
VOTES
contre : 0
abstentions : 0
pour : 31
Date de convocation :
Le 10 septembre 2018

Fait et délibéré les jours, mois et années susdits.
Pour copie conforme.

Le Président du PETR du Pays du Perche ornais,

Jean Claude LENOIR

